

1998-99

COLLEGE INTERARMEES
DE DEFENSE



CYCLE GEOPOLITIQUE

Etude proposée par le chef d'escadron FAVIER, groupe C3.

LE CAMBODGE :
UN PAYS SOUS INFLUENCE ?

NOTE DE RESUME

Confronté à des handicaps très lourds, maintenu à bout de bras par l'aide internationale, le royaume khmer semble bel et bien condamné par l'Histoire à n'être qu'un pays sous influence, à moins qu'une stabilité politique retrouvée ne lui permette de s'arrimer solidement à cette région en pleine expansion économique.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - LA DIVERSITE DU CAMBODGE

11 - Un cadre physique contrasté

12 - Une population hétérogène

13 - Des déséquilibres régionaux

II - LE POIDS DE LA GEOGRAPHIE ET DE L'HISTOIRE

21 - L'environnement immédiat du Cambodge

22 - Les handicaps hérités d'une histoire tourmentée

221 - Les guerres, causes d'un irrésistible déclin de souveraineté

222 - La saignée démographique

223 - L'absence d'immédiate alternative politique crédible

23 - L'influence de la Chine

III - LES PERSPECTIVES

31 - La double équation « khmers rouges - Sihanouk »

32 - Une situation économique qui reste précaire

33 - L'atout possible de l'intégration régionale

331 - L'ANASE

332 - La solidarité francophone: une éventualité réaliste?

332 - Vers une neutralité bienveillante de la Chine?

34 - Une réhabilitation hypothétique mais pas impossible de l'Etat cambodgien

Octobre 1991: des accords de paix sont signés à Paris, qui mettent un terme à la fois à ce que l'on a appelé « la troisième guerre d'Indochine » et à une guerre civile vieille de 21 ans. Septembre 1993 : l'Assemblée nationale cambodgienne, élue quatre mois plus tôt à l'initiative des Nations Unies, adopte une constitution qui jette les bases d'un Etat démocratique. Mais cette année voit aussi l'apparition de la bizarre « troïka » de deux co-premiers ministres, rivaux politiques contraints de se partager le pouvoir : le « sortant » Hun Sen et Norodom Ranariddh, fils du roi Sihanouk. De façon prévisible, ce « couple » singulier s'est finalement déchiré au mois de juillet 1997, laissant Hun Sen comme seul homme fort du pays, tandis que, Pol Pot, le sinistre maître du Kampuchéa démocratique, était arrêté par ses anciens compagnons et exhibé devant les caméras du monde entier au mois de septembre de cette même année.

A une époque marquée par l'omniprésence, voire l'omnipotence du Sud-Est asiatique, il n'est ainsi pas inutile de se pencher sur le cas du Cambodge qui apparaît en effet bien peu capable d'appréhender sereinement son avenir, tant il semble empêtré dans son passé et ses luttes intestines. Pessimisme, inquiétudes et interrogations sont les mots que les observateurs utilisent le plus fréquemment lorsqu'ils sont amenés à examiner le présent et le devenir de ce pays qui fut considéré un temps comme la « Suisse » de l'Asie. Pour beaucoup, effectivement, les retards et lacunes accumulés par le Cambodge sont tels qu'il ne peut que rester un Etat sous influence, paupérisé à l'extrême, tandis que son environnement immédiat connaîtrait prospérité et ouverture économiques et une relative stabilité politique.

Confronté à des handicaps très lourds, maintenu à bout de bras par l'aide internationale, le royaume khmer semble bel et bien condamné par l'Histoire à n'être qu'un pays sous influence, à moins qu'une stabilité politique retrouvée ne lui permette de s'arrimer solidement à cette région en pleine expansion économique. La refondation politique et la reconstruction économique sont en effet les conditions prioritaires du recouvrement, par le Cambodge, de sa place en Asie du Sud-Est. Mais il devra aussi affronter la rude concurrence qui ne manquera pas de se dessiner avec ses voisins et rivaux immédiats. Le pouvoir, pour tenter de préserver les maigres chances de ce petit pays, devra ainsi conduire une course de vitesse visant deux objectifs : la stabilité politique et la consolidation d'une économie encore balbutiante et incertaine, celle-ci devant lui permettre de profiter pleinement de celle-là. Il devra en outre progressivement et autant que possible se libérer de la tutelle, à la fois proche et lointaine, de la Chine.

I - LA DIVERSITE DU CAMBODGE

11 - Un cadre physique contrasté

Dans l'ensemble géographique constitué par les pays du Sud-Est asiatique, le Cambodge est un pays de taille relativement modeste, avec 181 035 Km² (à titre de comparaison, la Thaïlande voisine a une superficie de 514 000 Km²). Il possède au Sud une façade maritime de l'ordre de 435 Km tournée vers le golfe de Siam et la mer de Chine méridionale.

On peut distinguer plusieurs régions bien différentes, dont certaines changent radicalement de physionomie au gré des saisons.

Tout d'abord, la plaine centrale du TONLE SAP et du MEKONG, essentiellement tournée vers la riziculture et la pêche (le lac du Tonlé Sap est l'une des eaux les plus poissonneuses du globe), est totalement inondée de fin mai à octobre, mais présente un paysage aride, quasi lunaire, pendant la saison sèche, où la température peut dépasser 40° à l'ombre. La présence de cet immense réservoir d'eau qu'est le TONLE SAP au centre du pays constitue un handicap pour les déplacements par voie routière, dès lors que l'on veut se rendre du Nord au Sud.

Au Nord, sur près de 300 Km, la frontière avec la Thaïlande est bordée par la chaîne des DANGREK, dont l'altitude moyenne ne dépasse pas 800 mètres, mais qui sont dépourvues de voies de communication.

Le même relief se trouve au Nord-Est à la frontière vietnamienne, sur une distance à peu près analogue.

Le Sud-Ouest et l'Ouest du pays sont plus accidentés: au Sud-Est de PURSAT, le mont AURAL culmine à 1813 mètres et au Sud-Ouest de BATTAMBANG, la frontière avec la Thaïlande présente des mouvements de terrain qui dépassent 1000 mètres (il s'agit de la chaîne des Cardamones). Cette région est caractérisée par un sous-sol riche en pierres précieuses (notamment rubis) avec la ville de PAILIN, centre d'extraction et de négoce (actuellement sous le contrôle des rebelles khmers rouges).

La géographie physique du Cambodge en fait ainsi un pays peu homogène, tout entier rythmé par les saisons tropicales. Par ailleurs, le fait qu'il soit bordé en son Ouest et en son Nord par des régions relativement accidentées et difficilement contrôlables rend plus faciles les trafics en tout genre et les manoeuvres des mouvements de guérilla.

12 - Une population hétérogène

La population du Cambodge a été recensée par l'APRONUC en vue des élections de 1993, une fois que les dizaines de milliers de réfugiés avaient été rapatriés des camps de Thaïlande. A présent, compte tenu des événements récents, de l'instabilité provoquée dans certaines régions du fait de la guérilla khmère rouge, il est difficile de déterminer avec précision la dimension de la population dans les différentes provinces. En tout état de cause, le recensement de 1993 offre une assez bonne physionomie d'ensemble de la démographie cambodgienne.

La population du royaume khmer est évaluée à un peu plus de dix millions d'habitants dont de très fortes minorités vietnamienne (300 000 individus naturalisés cambodgiens) et chinoise (de l'ordre de 100 000 individus, très bien intégrés dans la société cambodgienne au sein de laquelle ils jouent le rôle de moteurs économiques). Il convient d'ajouter à cette population 300 000 immigrés vietnamiens (ce qui porte le nombre total de personnes d'origine vietnamienne à 600 000) et 100 000 immigrés thaïlandais. Il convient enfin de mentionner le cas particulier du million de Khmers kroms, Cambodgiens expatriés au Vietnam dans le delta du Mékong.

La population est bouddhiste à plus de 90%, les 10% restants se répartissant entre minorités chrétiennes et musulmanes (Chams du Nors-Est).

On peut ainsi constater l'apport considérable des populations « extérieures », ce en dépit des rivalités et des haines ancestrales qui se sont parfois exprimées violemment (pogroms anti-vietnamiens perpétrés en 1973 sous le maréchal LON NOL). Il y a lieu également de souligner l'extraordinaire dynamisme de ces populations immigrées, qui contraste parfois avec la relative lenteur des « natifs ».

13 - Des déséquilibres régionaux

La population est rurale à près de 90%, avec une densité de 57 habitants par Km². La capitale Phnom Penh pèse un poids disproportionné avec plus de 1 500 000 habitants, pour beaucoup des paysans déracinés vivant nettement en-dessous du seuil de pauvreté. Les autres villes sont d'importance moyenne: la métropole de l'Ouest, Battambang, a près de 70 000 habitants, Siem Reap, la ville des temples d'Angkor, abrite 30 000 habitants. Le reste de la population se répartit dans les campagnes, essentiellement le long du Tonlé Sap, dans les provinces de Battambang, Siem Reap, Kompong Thom, Kompong Cham, les provinces du Nord-Est, Ratanakiri et Mondolkiri, étant très faiblement peuplées.

II - LE POIDS DE LA GEOGRAPHIE ET DE L'HISTOIRE

21 - L'environnement immédiat du Cambodge

Le Cambodge est comme « enchâssé » par la nature au coeur d'une région identifiée sous l'appellation d'Asie du Sud-Est; il y occupe même une position centrale sur le plan de la géographie. L'Histoire a cependant marginalisé ce pays, moyen par la superficie et modeste par la population, s'il est comparé à ses grands voisins: il ne pèse pas lourd en effet, face au Vietnam (330 000 Km², plus de 75 000 000 d'habitants), à la Thaïlande (514 000 Km², pour une population de plus de 60 000 000 d'habitants), ou à la plus lointaine Birmanie (677 000 Km², près de 47 000 000 d'habitants); seul le Laos, avec une superficie comparable (de l'ordre de 240 000 Km²), présente une population plus faible que le Cambodge (près de 5 000 000 d'habitants).

22 - Les handicaps hérités d'une histoire tourmentée

221 - Les guerres, causes d'un irrésistible déclin de souveraineté

Le protectorat français trouva l'un de ses fondements dans l'incapacité du Cambodge à se garder de l'appétit territorial de ses voisins. L'ennemi héréditaire vietnamien ayant été pour un temps lui aussi placé sous « protection » française, c'est avec la Thaïlande que sont longtemps demeurés en suspens les litiges

territoriaux. Ces litiges se sont réveillés et exprimés avec force pendant la seconde guerre mondiale et l'occupation japonaise de l'Indochine française. Depuis la fin de la période coloniale, les troubles internes du royaume khmer et la réunification vietnamienne ont précipité les appétits des grands voisins du Cambodge.

En 1970, profitant de l'anarchie consécutive au coup d'état du maréchal Lon Nol, ils ont accentué leur pression pour s'approprier certains territoires et îles côtières. En 1979, le régime pro-vietnamien mis en place à Phnom Penh après la chute des Khmers rouges a signé avec Hanoï un traité qui présente un tracé désavantageux pour le Cambodge par rapport à celui de 1954, conduisant ainsi à l'annexion *de facto* d'une partie de la province frontalière de SVAY RIENG par le Vietnam.

Il n'est pas inutile de souligner que monsieur Hun Sen, l'actuel homme fort du Cambodge, est arrivé en 1979 à Phnom Penh dans les « fourgons » de l'armée vietnamienne (il est premier ministre depuis 1985). Enfin, l'influence exercée au et sur le Cambodge par la Chine, de sorte que la neutralité affichée et revendiquée, même aux pires moments de la guerre du Vietnam, par l'Etat khmer (au moins avant la chute de Sihanouk en 1970), n'a jamais convaincu personne.

222 - La saignée démographique

Lorsque les Khmers rouges sont entrés dans la capitale Phnom Penh le 17 avril 1975, personne n'imaginait l'ampleur du drame qui se préparait. Dans une sorte de frénésie à la fois collectiviste (l'Angkar, organisation révolutionnaire des Khmers rouges, se voulait la continuatrice cambodgienne des gardes rouges chinois) et nationaliste (il s'agissait de balayer toute influence extérieure en prônant un retour à la terre et aux valeurs rurales qui dans le passé avaient contribué au rayonnement de l'empire khmer), les villes furent systématiquement vidées de leurs habitants par de jeunes adolescents vêtus de noir et ivres de haine.

L'élite intellectuelle et administrative fut méthodiquement éliminée. Il est difficile d'évaluer avec précision les dégâts causés par ce suicide qui fut du reste improprement nommé génocide.

Les estimations varient de 600 000 morts à 2 000 000, pour une population qui s'élevait à cette époque à plus de 6 000 000 d'âmes. Il est en général admis que le million de victimes constitue un chiffre plausible.

Les conséquences sur les structures de la démographie cambodgienne sont considérables: d'après les recensements effectués par l'ONU, 35% de la population avait moins de 15 ans en 1992 et à peine 3% avait plus de 65 ans. Cette jeunesse qui est une source de vitalité ne doit pour autant pas cacher un autre chiffre qui risque de peser sur la capacité de reconstruction du Cambodge: le taux d'analphabétisme dépasse 62%, de sorte que la « relève » est loin d'être assurée, même si les jeunes khmers sont à présent massivement scolarisés (au moins dans les villes).

Certes, le peuple khmer survivra. Malgré la saignée qu'il a subie, peut-être justement à cause d'elle et selon une réaction bien connue des sociologues et démographes, il a en effet fait preuve, dès les camps de réfugiés, d'une vitalité dont la réalité est une évidence pour les observateurs. Mais le problème qui se pose à lui aujourd'hui n'est pas de survivre physiquement. Le problème est, pour les survivants d'un régime qui les avait grégariés à l'extrême, de retrouver un minimum de dynamisme et d'initiative pour reconstruire un édifice politique et économique cohérent.

Or, il semble bien, malheureusement, que les élections organisées sous l'égide des Nations unies n'aient constitué, dans l'esprit de ceux qui devaient ainsi prendre conscience de leur qualité de citoyen par cette seule démarche, qu'un rite ponctuel dénué de toute signification dans la durée. D'autant plus que cette échéance n'a mis fin ni à la violence, ni à l'insécurité, ni aux exactions, ni aux inégalités.

223 - L'absence d'immédiate alternative politique crédible

La classe politique et administrative actuellement en place fait preuve d'une carence et d'une impuissance dramatiques. Seul Hun Sen, qui à vrai dire n'est pas un « enfant de chœur », paraît doté d'un sens politique certain (sans doute dicté par un instinct de survie hors du commun). Saura-t-il l'utiliser à bon escient pour son pays, en attendant que certains des jeunes cadres actuellement formés en Occident assurent enfin la relève? Car autour de lui, le vide est bien vaste.

C'est que le jeu politique paraît faussé pour encore une bonne dizaine d'années. Pour bien comprendre ce phénomène, il y a lieu de se pencher sur le processus qui a conduit à la crise de juillet 1997 et a généré une situation qui ne devrait pas changer de façon radicale à l'occasion des élections législatives de 1998 (si elles ont vraiment lieu).

Au lendemain des élections organisées par l'ONU, Hun Sen, premier ministre sortant, est apparu plusieurs jours de suite à la télévision pour dénoncer le caractère frauduleux d'une consultation qui avait vu la victoire du parti royaliste FUNCINPEC (Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif). Il clamait au nom de son parti, le PPC (parti du peuple cambodgien), qu'il en rejetait les résultats. Certaines provinces sous le contrôle des partisans d'Hun Sen (au rang desquels Norodom Chakrapong, l'un des propres fils de Sihanouk) tentèrent alors de faire sécession. Pour éviter le chaos et la guerre civile, il fut alors décidé qu'il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu, mais deux vainqueurs: le FUNCINPEC, « vainqueur n°1 » et le PPC, « vainqueur n°2 ». Ces deux partis politiques se partageraient ainsi le pouvoir sur la base d'une parfaite égalité.

A la tête du gouvernement, il y aurait donc deux premiers ministres au lieu d'un seul, tandis que les ministres-clés (Défense nationale, Intérieur...) seraient dotés de deux co-ministres. Le FUNCINPEC se sentait frustré mais n'avait d'autre choix que cette solution « Sihanouk », le PPC campant obstinément sur ses positions. On sait ce qu'il advint par la suite, chacun des partenaires s'observant et cherchant à neutraliser l'autre dans une sorte de théâtre d'ombres.

Les élections de 1993 n'ont en fait rien réglé des querelles politiques du pays, la coalition au pouvoir jusqu'à la crise de juillet 1997 (elle est toujours en place officiellement depuis la fuite de Ranariddh, mais la réalité du pouvoir est entre les mains du PPC et de Hun Sen) reposant non pas sur les résultats des élections organisées par l'ONU, mais sur le rejet par le PPC de ces mêmes résultats.

Du reste, aucun des acteurs politiques en place au Cambodge n'a vraiment intérêt à un retour à la guerre civile. C'est en partie ce qui explique l'étonnante rapidité de la défaite de Ranariddh, abandonné par la quasi-totalité de ses soutiens. En effet, le retour à une certaine forme de démocratie s'est après 1993 accompagné de l'ouverture du pays sur un système économique à l'occidentale: législation très libérale destinée à rassurer le maximum d'hommes d'affaires, d'entreprises étrangères et d'investisseurs, marché libre et libre entreprise. Résultat: un essor économique rapide mais qui ne profite qu'à une minorité et qui s'accompagne d'une progression spectaculaire de la corruption et des pratiques mafieuses.

S'ils veulent s'enrichir et avoir les moyens d'asseoir leur pouvoir, le gouvernement et les politiques, les hiérarques de la police et de l'armée n'ont pas le choix: ils doivent traiter de façon « compréhensive », voire amicale, avec les puissances de l'argent; les compromissions sont ainsi inévitables et s'entretiennent d'elles-mêmes.

23 - L'influence de la Chine

La Chine a toujours considéré le Cambodge comme son « petit frère ». La présence d'une forte minorité chinoise n'y est sans doute pas étrangère: on connaît les liens forts qui existent entre la diaspora et sa métropole. Mais la rivalité ancestrale qui oppose le « pays du milliard d'hommes » à son voisin vietnamien est probablement la raison majeure qui motiva la politique de la Chine au Cambodge. Dans « *la politique asiatique de la Chine* », François Joyaux explique que « *la politique de Pékin en Indochine s'explique en grande partie par des conceptions qui...datent d'une période ancienne à laquelle la Chine impériale faisait figure de superpuissance dans la région...Forte de son idéologie anti-impérialiste, la République populaire de Chine poursuit tout naturellement dans ce sens* ». La rivalité sino-soviétique a certes disparu avec l'un des deux protagonistes, de sorte que la querelle khméro-vietnamienne, qui en constituait l'application régionale, n'est plus alimentée de l'extérieur. Il n'empêche que, pendant des décennies, le Cambodge s'est trouvé en quelque sorte « instrumentalisé » par la Chine populaire dans un conflit et des luttes d'influence qui le dépassaient. Le soutien des communistes chinois aux khmers rouges en a bien sûr été l'élément le plus visible. Mais également, les rapports ambigus entretenus par Sihanouk avec Pékin ont sans doute pesé plus qu'on l'imagine dans l'imbroglio cambodgien. Le souverain ne se rend-il pas régulièrement en Chine pour s'y faire soigner...et probablement pour y négocier quelque discrète influence de son puissant allié sur la scène intérieure khmère?

On assiste toutefois à un aggiornamento de la politique chinoise au Cambodge: en quête de respectabilité dans le cadre de la politique d'ouverture internationale qu'elle conduit, la République populaire a ainsi nuancé son attitude à l'endroit de son encombrant allié khmer rouge. Il est vraisemblable que l'arrestation de Pol Pot est consécutive à quelque secret « feu vert » de Pékin. La prochaine étape consistera sans doute à crédibiliser le mouvement maquisard communiste comme possible partie prenante à une alternance politique, en cas de défaillance ou d'éviction du pro-vietnamien Hun Sen.

III - LES PERSPECTIVES

31 - La double équation « Khmers rouges-Sihanouk »

L'avenir du Cambodge apparaît comme suspendu à deux lancinantes questions: la gestion du problème khmer rouge et de « l'après-Sihanouk ».

Les khmers rouges se sont en effet, une fois de plus, trouvés au centre des luttes intestines cambodgiennes. D'après certains observateurs, il semblerait que la crise de juillet 1997, qui a vu le triomphe de Hun Sen et l'exil précipité de Ranariddh, a trouvé à s'exprimer autour de la question khmère rouge. Ce serait en effet Ranariddh qui porterait la responsabilité de la rupture: il aurait conclu un pacte avec les maquisards polpotistes en vue de renverser Hun Sen par la force (après l'entrée des troupes vietnamiennes à Phnom Penh en 1979, on avait déjà assisté à cette alliance surprenante entre monarchistes et maoïstes contre l'ennemi héréditaire). Hun Sen se serait ainsi trouvé en situation de légitime défense; on sait ce qu'il advint.

C'est que les khmers rouges n'ont sans doute eu ni la volonté, ni la possibilité de s'engager résolument aux côtés de leur allié de circonstance. Ils n'ont plus en effet qu'une capacité militaire limitée aux seules actions de harcèlement des troupes gouvernementales aux abords de leurs bastions inexpugnables de Pailin et de la province de Siem Reap. Ils ne sont en tout cas pas ou plus en état de conduire une offensive d'envergure: le trafic de pierres et de bois précieux avec les militaires thaïlandais ou certains amateurs d'art occidentaux (le site d'Angkor a été méthodiquement pillé) leur procure de substantiels revenus et leur permet de se maintenir à un niveau d'équipement correct, mais insuffisant pour reconquérir le pays. Quoiqu'il en soit, l'avenir politique du Cambodge devra sans doute passer par un retour « légal » des khmers rouges sur la scène et le recouvrement de l'intégrité territoriale du pays par une restitution au pouvoir central des régions qui sont encore sous leur domination. Il est permis de penser que l'arrestation de Pol Pot s'inscrit dans le cadre de cette stratégie à moyen terme. Il ne manquerait pas de piquant que Hun Sen, leur ennemi juré d'hier, soit finalement celui qui parvienne à réussir cette réconciliation nationale qui à présent semble devenir probable.

La question du devenir du Cambodge après Sihanouk est tout aussi centrale. Le pays est redevenu un royaume, mais il semble bien que ce régime ait été taillé sur mesure pour « le petit roi » qui domine la scène politique khmère depuis plus de quarante ans. Même si la constitution ne lui accorde que très peu de pouvoirs, son prestige et son autorité morale sont immenses: il peut à bien des égards être considéré comme le ciment d'une unité nationale toujours fragile. Mais Sihanouk est malade, gravement si on l'en croit (car il a toujours su habilement faire planer le doute tant sur ses intentions politiques que sur son réel état de santé). Au plan du droit constitutionnel actuellement en vigueur, la question de sa succession est du ressort du Conseil du Trône, dont « l'organisation et le fonctionnement sont fixés par la loi ». Or cette loi n'a pas encore été adoptée. L'hypothèse d'une régence, dans le cas où le roi viendrait à disparaître ou à ne plus pouvoir exercer ses responsabilités, est toutefois prévue. C'est le président de l'Assemblée nationale, Chea Sim, également président du parti du peuple cambodgien qui deviendrait chef de l'Etat. Quant à la succession royale, il n'est pas sûr qu'une unanimité se dégage au sein du Conseil du Trône en faveur d'un des fils ou neveux du roi. Il n'est en définitive pas impossible qu'une page se tourne à la disparition de Sihanouk et que le Cambodge redevienne une république, comme il n'est pas impossible que s'ouvre une grave crise de succession entre les nombreux fils du roi.

32 - Une économie qui reste précaire

L'économie est sortie sinistrée des guerres et de « l'expérience » maoïste de Pol Pot. Le protectorat vietnamien qui s'est exercé de 1979 à 1991 n'a rien arrangé. Les rares richesses du pays (pierres précieuses de la région de Pailin, forêt au Nord, statues et bas-reliefs d'Angkor) ont permis à quelques seigneurs de la guerre de s'enrichir en trafiquant avec les généraux thaïlandais ou vietnamiens et quelques occidentaux sans scrupules. Le pays qui fut dans les années 60 considéré comme la Suisse de l'Asie apparaît comme bien mal en point.

Certes, l'autosuffisance alimentaire est globalement assurée, mais la paupérisation de certains paysans déracinés, errant dans les rues de Phnom Penh, est extrême.

Pourtant, des masses considérables d'argent ont circulé pendant la période onusienne (1992-1993) et sont actuellement investies, notamment dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Les palaces et le casino flottant de Phnom Penh sont la propriété d'hommes d'affaires taiwanais, indonésiens, thaïlandais ou singapouriens. De là à y déceler la main des triades, il n'y a qu'un pas que certains

observateurs ont déjà franchi. Quoiqu'il en soit, l'explosion du marché immobilier dans la capitale et le site d'Angkor constituent l'essentiel des ressources en devises d'un pays dénué à la fois de richesses naturelles significatives et d'activités industrielles ou tertiaires.

Par ailleurs, la monnaie nationale, le Riel, est en constante dépréciation, et seuls ont cours pour les transactions l'inévitable dollar US mais aussi le Bath thaïlandais qui s'affirme comme la devise forte de la région.

33 - L'atout possible de l'intégration régionale.

331 - L'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, aussi appelée ANSEA)

Depuis son retour, au moins relatif, à la paix et à l'unité, le Cambodge a demandé et obtenu son intégration dans l'association des nations du Sud-Est. L'ANASE est à présent constituée de dix Etats reconnus par la communauté internationale; au sein de cet ensemble, le Cambodge représente à peu près 4% de la superficie et 2% de la population. La démarche entreprise par les responsables cambodgiens, qui devait aboutir à l'admission du royaume au sein de l'ANASE, semble avoir été provoquée par une prise de conscience à Phnom Penh du désintérêt croissant de la communauté internationale pour la question cambodgienne, dès la fin de la mission APRONUC (1993). Le Cambodge est ainsi laissé dans une relation sinon exclusive, du moins majoritaire avec ses seuls voisins que sont justement les membres de l'Association (il convient toutefois d'y ajouter les deux Corée, Taïwan et l'Australie, qui a tiré bénéfice de son implication dans la mission APRONUC, pour prendre pied dans la région). Cette adhésion, par laquelle le Cambodge espère provoquer un renforcement de ses liens avec ses voisins n'a pas cependant fait l'unanimité. C'est ainsi que le roi Sihanouk, soucieux de consacrer la neutralité de son pays, a mis en garde, sans doute avec un peu de dramatisation, contre les dangers que cette adhésion pourrait faire courir à la personnalité du peuple khmer.

Les responsables gouvernementaux ont toutefois conduit une analyse qui ne semble pas dénuée de pertinence, même si l'avenir du Cambodge au sein de l'ANASE nécessitera sans doute une « navigation à vue ». Ils ont estimé en effet que le fait d'accrocher leur pays exsangue à un ensemble d'états aux performances économiques brillantes ne peut manquer de provoquer un afflux de richesses sous forme, notamment, d'investissements. Un tel raisonnement semble effectivement tout à fait fondé. Il conviendra néanmoins de bien en apprécier le prix, pour préserver l'identité du Cambodge au sein de cet ensemble majeur qu'est l'ANASE. Il ne faut pas oublier que deux des membres de l'Association (à l'Ouest, la Thaïlande, à l'Est, le Vietnam) ont manifesté en permanence au cours des âges la volonté de réduire ce royaume en vasselage pour le premier, ou de l'absorber simplement pour le second. Bien sûr, le code de bonne conduite et l'existence de relations internationales plus « policées » placent la menace sur un autre plan. On n'imagine plus, en effet, quelque pays que ce soit remettre en question des limites territoriales reconnues par la communauté internationale, malgré quelques vicissitudes. Mais la différence de gradient démographique est là, dans sa brutalité toute arithmétique. Si l'on ajoute à ce facteur quasi-mécanique le dynamisme économique, la compétence agronomique, la cohésion sociale des communautés vietnamiennes, on ne s'étonnera pas de trouver celles-ci, comme avant 1970, jusqu'au coeur de Phnom Penh, mais également dans les provinces cambodgiennes limitrophes d'une des régions les plus peuplées et les plus fertiles, le delta du Mékong. La Thaïlande, du côté occidental, ne souffrant pas des mêmes problèmes de surpopulation, se contente

d'entretenir une activité économique autant licite (les régions frontalières de Battambang et Sisophon sont des poumons économiques, notamment en raison des contacts que certains réfugiés cambodgiens entreprenants avaient su nouer en Thaïlande) qu'illicite (avec les khmers rouges retranchés au nord et à l'Ouest). La vie qui reprend incontestablement dans l'Ouest cambodgien, la région la plus riche du pays dans le domaine rizicole, est désormais dépendante du marché et des intermédiaires thaïlandais.

Ainsi, « l'ancrage » régional du Cambodge par le biais de cette association économique-politique qu'est l'ANASE semble à la fois logique et inévitable. Il devrait lui permettre d'acquérir la légitimité politique qui lui fait encore défaut et de drainer les capitaux indispensables à sa reconstruction. Les solidarités (même si elles ne sont pas dépourvues d'arrière-pensées) qui se créeront ainsi entre le royaume khmer et ses voisins sont sans doute les meilleures garanties de stabilité. Il appartiendra néanmoins aux responsables politiques cambodgiens de veiller à ce que la fragile identité khmère ne se dilue pas dans cet ensemble, au risque de réveiller les crispations nationalistes, toujours latentes dans l'inconscient collectif et promptes à s'exprimer avec violence.

332 - La solidarité francophone: une éventualité réaliste?

Le VIIème sommet de la francophonie s'est tenu à Hanoï au mois de novembre 1997. Il aura probablement réorienté et peut-être redynamisé l'idéal francophone en Asie. Il n'est pas interdit d'envisager que, sous les auspices de la « communauté » francophone, les rivalités régionales traditionnelles puissent s'estomper entre des pays ayant en commun le Français (les Etats concernés pour le Sud-Est asiatique sont le Vietnam, le Cambodge et le Laos). De même la France, soucieuse de relancer son influence dans une région prometteuse au plan économique et caractérisée à l'heure actuelle par une « percée » anglo-saxonne, usera de son poids pour atténuer ces rivalités.

L'édification d'une véritable solidarité francophone, qui apparaît plausible, voire nécessaire dans la création de synergies régionales nouvelles, peut ainsi constituer pour le Cambodge un moyen supplémentaire de se bâtir une légitimité et une crédibilité qui sont encore en devenir.

333 - Vers une neutralité « bienveillante » de la Chine?

L'intégration régionale du Cambodge ne pourra toutefois que très difficilement être menée à son terme sans un retrait progressif de la Chine de la scène indochinoise. A bien des égards, la période apparaît en tout cas propice à une telle perspective.

Tout d'abord, la Chine a sans doute à l'heure actuelle d'autres choses à faire que de se préoccuper de maintenir une influence quasi exclusive dans une région qui fut le théâtre d'affrontements passés, par Cambodge et Vietnam interposés, entre elle et sa rivale soviétique. Il lui faut tout à la fois « digérer » Hong Kong et se forger une respectabilité internationale qui lui fait encore défaut pour lui permettre d'atteindre et surtout d'assumer la stature mondiale à laquelle elle peut légitimement prétendre. C'est notamment dans cette optique qu'il faut analyser la distance que Pékin a récemment mise à l'égard des khmers rouges.

Ensuite, les liens traditionnels qui existent entre le Cambodge et la Chine populaire s'expriment avec une intensité toute particulière en raison de la personnalité même du roi Sihanouk, qui s'est grandement appuyé sur Pékin dès son éviction consécutive au coup d'état de Lon Nol au début des années 70. La période de l'occupation vietnamienne n'a fait que renforcer ces liens, Sihanouk s'étant fait le héraut

d'une résistance nationale se traduisant dans les faits et sur le terrain par une coalition disparate allant des monarchistes aux khmers rouges. Le roi continue de se rendre fréquemment en Chine, autant pour des raisons de santé que pour des motifs politiques. A sa disparition, les liens sino-khmers, sans nécessairement se distendre ni se détériorer (le poids de la population d'origine chinoise est de toute façon considérable au Cambodge), se limiteront probablement à des relations politiques et diplomatiques « ordinaires ».

Ainsi, la Chine devrait progressivement atténuer son rôle sur la scène intérieure khmère, en raison de ses impératifs diplomatiques et économiques propres, mais aussi du fait de l'évolution prévisible et d'ores et déjà perceptible des rapports de force politiques au Cambodge.

34 - Une réhabilitation hypothétique mais pas impossible de l'Etat cambodgien

Pour les observateurs pessimistes, les soubresauts de l'été 1997, qui ont vu le triomphe de Hun Sen, ont sonné le glas de tout espoir de transition démocratique au Cambodge. Il est maintenant courant de lire des articles doutant ouvertement de la tenue des élections législatives du printemps 1998. Mais ce raisonnement semble occulter l'essentiel: pour la première fois depuis longtemps, le Cambodge est en paix avec ses voisins, dans une région stable et économiquement prospère, et il est lui-même à présent politiquement stabilisé.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'apparition sur la scène politique d'un homme fort, en l'occurrence Hun Sen, qui à présent « partage » le pouvoir avec un « homme de paille », a sans doute permis d'éviter au pays de sombrer dans un nouveau chaos auquel il semblait pourtant promis. De façon certes brutale, le jeu s'est ainsi trouvé clarifié. Les pays qui « comptent » dans la région (aussi bien occidentaux, dont la France, qu'asiatiques) ne s'y sont pas trompés, puisque nul n'a rompu ses relations diplomatiques avec le Cambodge; chacun s'est pour l'occasion limité à exprimer de très prudentes inquiétudes ou mises en garde. Personne à vrai dire n'avait intérêt à ce que le conflit, larvé au début, ouvert sur la fin, entre Ranariddh et Hun Sen, ne s'éternise, au risque de détruire le fragile équilibre qui s'était mis en place.

La classe politique khmère est de qualité médiocre, Hun Sen n'est pas toujours bien entouré et lui-même n'est certainement pas irréprochable. Il s'agit cependant d'un fin manoeuvrier, qui a l'avantage de présider aux destinées du pays depuis 1985 (il a avant cette période participé au gouvernement) et qui connaît probablement mieux que personne les caractéristiques d'un Cambodge en pleine transition: il maîtrise ainsi les nouveaux rapports de force qui ont pu s'établir au sein du royaume et qui sont notamment caractérisés par le poids considérable des investisseurs étrangers. Il est permis de penser que l'opération de « stabilisation forcée » de l'été 1997 aura rassuré ces derniers plutôt que l'inverse. En clair, le « coup d'état » de Hun Sen peut apparaître comme la « moins pire » des solutions. Seules quelques bonnes consciences occidentales auront pu pleurer quelques instants sur une transition démocratique à leurs yeux compromise, mais qui ne sera probablement que mise entre parenthèses, le temps que le Cambodge puisse réussir son « arrimage » à l'ANASE. Il serait malvenu et relativement hypocrite, en effet, de s'offusquer de la situation politique au Cambodge et de feindre d'ignorer celles de Singapour, de la Thaïlande ou du Vietnam. Dans ces pays à forte tradition confucéenne et bouddhique, les notions de démocratie et droits de l'homme sont appréhendées de façon moins centrale et obsessionnelle qu'en Occident, tandis que les efforts de chacun sont tendus vers la réussite économique et sociale. Que la prospérité soit retrouvée (ce qui n'est pas impossible) et que les dividendes en soient équitablement répartis (Hun Sen est assez fin pour voir tout l'intérêt qu'il peut avoir dans

le développement d'une bourgeoisie khmère) et l'actuel homme fort de Phnom Penh est assuré du pouvoir pour longtemps.

La stabilité politique du royaume khmer, préalable à l'essor des investissements et à la reprise d'activités aussi essentielles pour le pays que le tourisme, peut, alliée à une reprise économique qui n'est pas impossible, aboutir à une réhabilitation de l'Etat cambodgien, aussi bien dans la région qu'à l'intérieur de ses frontières.

*
* *

Certains observateurs n'hésitent pas à comparer le Cambodge à un « Liban de l'Asie ». Il est vrai que l'image, à certains égards, ne manque ni de piquant, ni de pertinence. Jadis considéré comme la « Suisse de l'Extrême-Orient » (le Liban ayant été celle du Proche-Orient), le Cambodge s'est peu à peu, mais inexorablement, enfoncé dans l'anarchie pour ne devenir qu'un pays de second ordre, soumis à l'influence de ses puissants voisins, profondément handicapé par des lacunes apparemment insurmontables.

Pourtant, il n'existe pas que de « mauvaises influences », quant aux handicaps, ils peuvent paradoxalement accélérer les prises de conscience et faciliter les remises en question... Quel pays peut en effet à l'heure actuelle faire abstraction de son environnement, refuser d'assumer son histoire? La chance du Cambodge, s'il en existe une, résidera justement dans sa capacité à s'arrimer à un ensemble régional en pleine expansion et à regarder son passé en face. Le royaume khmer ne saisira cette chance qui lui est ainsi offerte pour sa survie, que s'il parvient à amorcer une indispensable stabilisation de sa situation politique intérieure. Ce faisant, il pourra ainsi créer les conditions d'une reconstruction économique en suscitant notamment la confiance des investisseurs.

Le Cambodge demeurera en tant qu'Etat. Il ne tient qu'à lui d'appréhender les échéances à venir avec pragmatisme, en étant notamment conscient de ses lacunes (considérables malheureusement) et de ses maigres possibilités, s'il ne veut pas survivre sous perfusion et abdiquer toute forme de souveraineté. Il est permis de penser et d'espérer que les récents soubresauts qui ont agité la capitale cambodgienne à l'été 1997, procèdent de cette nécessaire démarche de clarification et ont ménagé un avenir qui peut ne pas être aussi sombre que laissent le craindre certains observateurs.

ANNEXE 1

Dates essentielles

Juillet 1863: protectorat français

11/09/1953: proclamation de l'indépendance

24/07/1954: accords de Genève; début du retrait des troupes françaises et viêt-minh, achevé en janvier 1955

03/04/1960: Sihanouk, à la mort de son père Suamarit, est chef de l'Etat sans être roi

Mai 1965: relations diplomatiques rompues avec les Etats-Unis d'Amérique

18/03/1969: premiers bombardements par l'aviation américaine des bases arrières viêtcong au Cambodge

18/03/1970: coup d'Etat du général Lon Nol, soutenu par la CIA, destitution de Sihanouk; puis proclamation de la « République de Phnom Penh » et combats opposant sud-vietnamiens alliés aux troupes gouvernementales aux Khmers rouges; pogroms anti-vietnamiens

Janvier 1975: Phnom Penh assiégée par 20 000 Khmers rouges

01/04/1975: fuite de Lon Nol

17/04/1975: entrée des Khmers rouges dans Phnom Penh; déportations massives vers les campagnes; élites et intellectuels éliminés de façon méthodique pendant quatre ans; fermeture des frontières et expulsion des journalistes étrangers

1978: incidents de frontière avec le Vietnam

07/01/1979: entrée des troupes vietnamiennes dans Phnom Penh et défaite militaire des Khmers rouges; installation d'un gouvernement pro-vietnamien formé par d'anciens khmers rouges « reconvertis »; guerre civile entre forces gouvernementales appuyées par leur allié vietnamien, et coalition de la « résistance »

23/10/1991: accords de Paris sous les auspices de la France et de l'Indonésie (plan de réconciliation nationale prévoyant notamment le retour des Khmers rouges sur la scène politique)

20/11/1991: Sihanouk de nouveau chef de l'Etat

1992-1993: opération onusienne au Cambodge (22 milliards de dollars US); succès du plan de retour des réfugiés, mais échec du désarmement des factions (faiblesse de l'ONU face aux Khmers rouges); élections législatives (sans participation des Khmers rouges) conduisant à un gouvernement bicéphale (Hun Sen, premier ministre sortant et Ranariddh, fils de Sihanouk, tous deux co-premiers ministres); la constitution du royaume est promulguée le 24/09/1993; Sihanouk est roi

1994-1996: combats entre forces gouvernementales et Khmers rouges à l'Ouest du pays (aucune conséquence militaire notable); cancer déclaré de Sihanouk

Juillet 1997: éviction de Norodom Ranariddh par son rival Hun Sen, devenu ainsi le seul homme fort du pays

ANNEXE 2

Bibliographie

Ouvrages publiés:

« Les guérillas en Asie du Sud-Est ; les stratégies de la guerre asiatique », par Martial Dassé (collection « Peuples et stratégies », Fondation pour les études de la défense nationale, éditions l'Harmattan)

« La politique asiatique de la Chine » (P. de Beauregard, JP Cabestan, JL Domenach, F. Godement, J. de Goldfiem, F. Joyaux (fondation pour les études de la défense nationale, documentation française)

« Le Cambodge dans la tourmente », par Nicolas Regaud (collection « Peuples et stratégies », Fondation pour les études de la défense nationale, éditions l'Harmattan)

Articles se rapportant au sujet étudié:

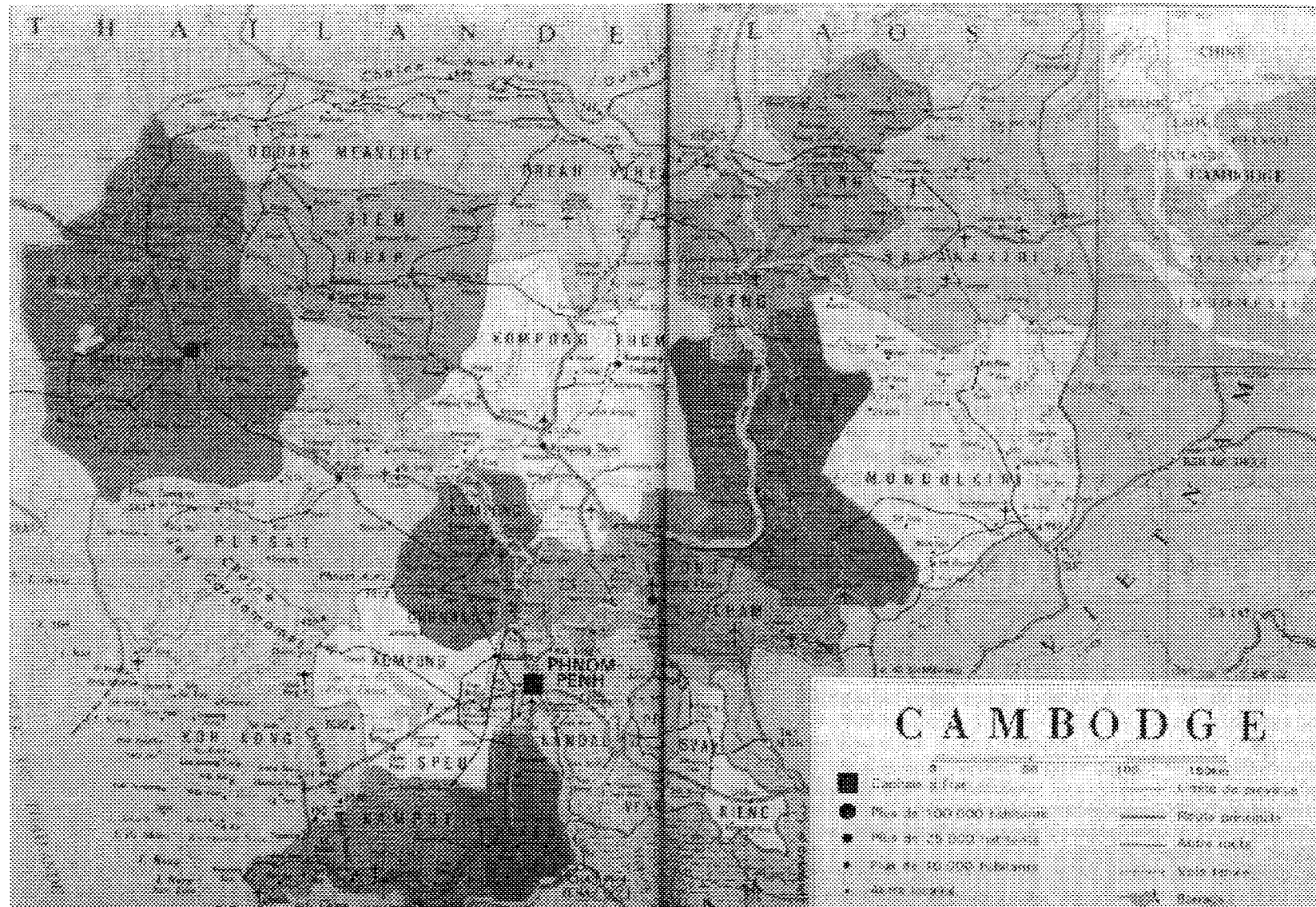
Revue « Etudes » (numéro de mai 1997): « Le Cambodge en question », par Jean-Pierre Gomane

Revue « Eglises d'Asie » (numéro de juillet 1996): « Cambodge, le point sur la situation sociale et politique »

Revue « Politique internationale » (1996): « Cambodge, la paix inachevée », par Raoul Jeannar

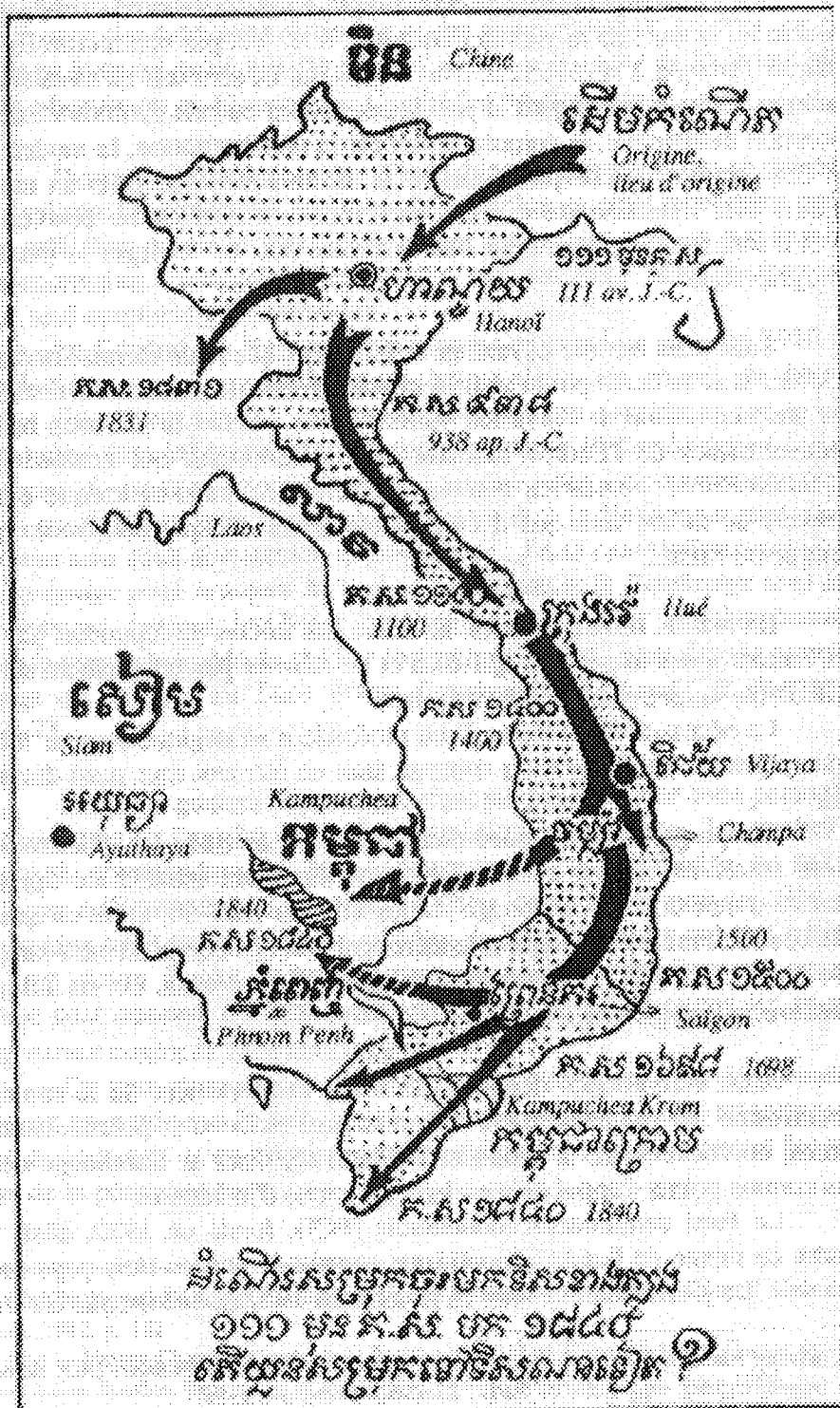
ANNEXE 3

CARTE ADMINISTRATIVE DU CAMBODGE



ANNEXE 4

Une vision cambodgienne de l'expansion vietnamienne



Source: Nani Ghose, *La marche vers le Sud et l'Indochine en l'an 2000*, Phnom Penh, 1971.
 "La marche vers le sud de 111 av. J.-C. à 1840.
 Jusqu'où les Vietnamiens ("yans") font-ils ?"

ANNEXE 5

CARTE PHYSIQUE ET HISTORIQUE

